



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Département de l'environnement



Luxembourg, le 05 NOV. 2018

N/Réf : 80368
Dossier suivi par : Philippe Peters
Tél. : 2478 6827
E-mail : philippe.peters@mev.etat.lu

**Loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de
certains plans et programmes sur l'environnement (art.7.2)**

**Avis de la Ministre de l'Environnement
sur le rapport sur les incidences environnementales
relatif au projet d'aménagement général de la commune de Mertert**

I. CONTEXTE

I.1. Obligations légales.

La directive européenne 2001/42/CE du 27 juin 2001 pose le principe que tous les plans et programmes en matière d'aménagement du territoire susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement doivent faire l'objet d'une évaluation stratégique environnementale. Elle instaure un système d'évaluation préalable des effets que peuvent avoir des projets publics ou privés sur l'environnement, ceci au stade de leur planification.

La directive a été transposée en droit national à travers la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (ci-après loi EES).

Les obligations qui en résultent pour le maître d'ouvrage comprennent la rédaction d'un rapport sur les incidences environnementales (ci-après le rapport environnemental) ainsi que la consultation du public, la Ministre ayant l'environnement dans ses attributions (ci-après la Ministre) ainsi que toute autre autorité ayant des responsabilités spécifiques en matière d'environnement entendues en leurs avis.

L'EES se réfère à la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (ci-après loi PN). Cette loi a été abrogée entretemps – après la finalisation du rapport environnemental – avec l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Pour éviter toute confusion, le présent avis se réfère également aux articles de la prédite loi de 2004. Il est évident que lors de la mise en œuvre des projets, la nouvelle loi est à appliquer (p.ex. calcul des écopoints, etc.).

I.2. Modalités procédurales

Par courrier du 27 juin 2018, l'administration communale de Mertert a soumis pour avis au Ministre le rapport environnemental élaboré par Luxplan, tel qu'il a été présenté au conseil communal en sa séance du 14 juin 2018.

Selon les vœux de l'article 6.3 de la EES, la Ministre avait émis en date du 29 juin 2015 un premier avis sur l'ampleur et le degré de précision des informations du rapport environnemental à produire.

Le prédit avis comportait un certain nombre de précisions et recommandations en ce qui concerne le contenu du rapport environnemental et la démarche y relative concernant notamment

- le statut du PAG en vigueur et la concordance à assurer entre le projet de PAG et l'EES, e.a., en ce qui concerne les zones de verdure dans le PAG en vigueur,
- les données environnementales à prendre en compte,
- l'intégration d'un plan de synthèse, le cas échéant par localité, dans le rapport environnemental,
- des précisions concernant la description de la situation environnementale (STEP, qualité de l'air, bruit,...),
- le maintien de corridors permettant la circulation de l'air froid,
- la présentation des différents régimes de protection d'espèces protégées,
- la précision de la zone tampon à réaliser le long de la Syre (zone M1) dans le cadre du « screening »,
- l'intégration d'un avis d'un expert en chiroptères et de la Centrale Ornithologique du Luxembourg (COL) dans le rapport environnemental,
- la quantification sommaire des biotopes et habitats d'espèces détruits par la mlse en œuvre du PAG,
- le bilan de la consommation foncière et l'indication de la superficie des zones,
- l'analyse de l'Intégration paysagère qui est à étoffer par rapport au document soumis pour avis en phase (« Umwelterheblichkeitsprüfung »),
- l'adéquation du PAG avec les capacités épuratoires,
- des remarques sur les différentes zones analysées en phase 1.

II. ANALYSE DU RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

En vertu de l'article 7.2 de la loi EES, le Ministre est chargé d'émettre son avis sur l'évaluation environnementale stratégique à deux niveaux : d'une part, sur la qualité du rapport environnemental, et d'autre part, sur la prise en compte des enjeux environnementaux par l'autorité communale dans le cadre du projet d'aménagement général.

II. 1 De la qualité générale du rapport environnemental

Le dossier soumis pour avis par l'autorité communale comprend en outre du projet de PAG et du rapport environnemental un avis d'expert réalisé par Milvus sur l'avifaune et les chiroptères (« Voreinschätzung zur möglichen Betroffenheit von Fledermäusen und Vögeln im Rahmen des PAG der Gemeinde Mertert »), des études de terrain par Milvus pour les zones M3, M4, M8b et M8c et deux « screenings » élaborés déjà pour la première phase de l'EES par Luxplan en relation avec les surfaces M1 et W1. Tout cela est complété en annexe par plusieurs plans de synthèse à l'échelle communale (p.ex. Synthesepan Servitudes /Schutzgebiete/Biotope/Altlasten/Hochwasser).

A noter que la zone M1 sera traitée à part dans le cadre de la modification ponctuelle y relative. La concordance entre cette modification ponctuelle et le PAG est à assurer par l'autorité communale pour éviter par la suite des incohérences et donc d'éventuels problèmes juridiques.

La présentation des résultats de la phase 1 de l'EES et leur prise en compte dans le rapport environnemental n'est pas très transparente. Le tableau 2 à la page 2 se limite à résumer les conclusions de l'auteur de l'UEP, sans prendre en considération les avis reçus. Dans le chapitre 2.6.2 les auteurs du rapport environnemental indiquent que certaines zones ne seraient plus à considérer, sans qu'il ne soit clair pour le lecteur externe de suivre facilement les raisons.

La lecture du dossier n'est pas aisée en raison des nombreux renvois vers les annexes ou d'autres documents et l'absence d'indications plus précises sur la localisation des documents. Les annexes ne figurent, par exemple, pas dans la table des matières. En outre, le document « FFH-Screening für die Planzone W3 » auquel il est renvoyé à la page 23 ne se trouve pas en annexe du document soumis pour avis.

Comme déjà mentionné dans mon premier avis du 29 juin 2015, il importe de veiller à la concordance le projet de PAG et l'EES tout en se basant sur le PAG en vigueur. Le PAG en vigueur, dont le vote définitif de la commune du 3 décembre 1993 fût approuvé par le Ministre de l'environnement le 31 janvier 2001, en tenant compte de son approbation du vote provisoire (28 juin 1993), n'a apparemment pas été définitivement approuvé par le Ministère de l'Intérieur. La délimitation de la zone verte dans le PAG en vigueur est donc à analyser par rapport au PAG approuvé par l'Environnement en 2001 (en y ajoutant les modifications ponctuelles formellement approuvées par la suite). Les plans à disposition du Ministère pour ce faire datent de l'époque de 1992/1993.

Il faut remarquer dans ce contexte que même si la partie graphique et la partie écrite du PAG en vigueur distingue entre des zones de verdure à l'intérieur et à l'extérieur du périmètre d'agglomération (terme qui n'est pas défini par la loi PN ni par la partie écrite du PAG), les zones de verdure supposées être à l'intérieur du périmètre sont « caractérisées par l'interdiction de bâtir ». Elles ne constituent donc pas une zone principalement affectée à la construction et doivent donc être considérées comme zone verte d'après la loi PN. Toute modification d'une telle zone est une extension à approuver le Département de l'environnement.

Sur cette base, il apparaît que certaines modifications importantes projetées dans le PAG n'ont pas été soumises à l'évaluation environnementale stratégique (p.ex. le classement de nombreuses zones de verdure en zone BEP, la désignation d'une zone spéciale port de Mertert, le classement des zones de jardins faisant partie des zones destinées à être urbanisées, l'extension Fausermillen,...). Le rapport environnemental est donc déficitaire sur point, de même que le plan « Übersicht Perimeteränderungen » de Zilmpla que l'on peut trouver dans l'étude préparatoire.

Nous allons revenir sur les différentes zones concernées plus tard dans le présent avis ainsi que dans l'avis à établir en vertu de l'article 5 de la loi PN.

Par contre, la présentation synthétique des différentes approches adoptées dans le cadre du PAG pour mettre en œuvre certaines recommandations du rapport environnemental est généralement utile. Quatre remarques sont à faire dans ce contexte :

- Il n'est pas coutume d'imposer des nouvelles servitudes d'urbanisation sur des terrains déjà construits (voir premier alinéa page 30). En principe elles se limitent aux PAP NQ.
- La servitude H (voir tableau 4 en page 30) ne peut pas être indiquée à titre indicatif et non exhaustif. Une servitude doit être claire et précise en ce qui concerne les charges imposées au propriétaire. Une telle servitude n'est pas à confondre avec la « simple » information indiquée à titre indicatif et non exhaustif sur le PAG en tant qu'information complémentaire (voir rapport environnemental page 33).
- La servitude « intégration paysagère » doit comprendre une obligation de plantation pour être efficace et précise. Il est renvoyé dans ce contexte à l'arrêt de la Cour administrative 38895C du 13 juillet 2017. Il en est de même pour la servitude « transition » et « recul-Natura 2000 ».
- La servitude « recul réseau Natura 2000 » présentée dans le rapport environnemental ne correspond pas à celle retenue dans la partie écrite du PAG et la modification ponctuelle « In Lein » qui permet en plus la construction de routes de moindre envergure. Je reviens à cette problématique dans mes avis au sujet de la modification ponctuelle.

Population/Santé humaine

La commune se caractérise par deux sujets importants en relation avec la population et la santé humaine : bruit et pollution de l'air. Le sujet du bruit est traité sur base des cartes de bruit disponibles sans proposer des mesures d'atténuation plus précises. Pour la zone M-4, principalement concernée par le bruit ferroviaire, les auteurs renvoient aux planifications subséquentes (« Diesbezüglich sollten in der nachgelagerten PAP-Ausarbeitung und Planumsetzung Minderungsmaßnahmen umgesetzt werden »). La problématique de la qualité de l'air n'est pas traitée dans le chapitre dédié à la santé humaine, mais est uniquement évoquée dans le chapitre climat/air (description de la situation environnementale). Elle n'a pas été considérée dans l'évaluation des incidences cumulée du PAG. Au vu de l'urbanisation importante existante et prévue le long de la N1, il aurait été indiqué de fournir davantage de précisions sur la conception urbanistique de cet axe pour assurer le flux d'air frais à partir des pentes au nord vers la Moselle. La conclusion « Auf absehbare Zeit lassen sich diesbezüglich nur schwierig positiv klimawirksame Lösungen finden » (page 109) est relativement fataliste et ne témoigne pas d'une approche volontariste au niveau du PAG pour déterminer et maintenir des corridors ou coupures vertes permettant l'échange d'air.

Diversité biologique/Protection des espèces

S'agissant du premier pilier des directives « Habitats » et « Oiseaux », à savoir la protection du réseau Natura 2000, le dossier soumis comprend deux « screenings » en vertu de l'article 12 de la loi PN élaborés en 2013 par Luxplan pour les zones M1 et W1. Les remarques suivantes sont à faire à ce sujet :

- Pour la zone W1 un PAP est en exécution sur une surface dont l'envergure a été réduite après de multiples échanges. Le projet de PAG a modifié la limite de la zone urbanisable à cet endroit en conséquence, ce qui est apprécié et soutenu.
- La modification ponctuelle « In Lein » concerne la zone W1. Il est irritant de trouver dans le dossier PAG le screening de 2013, alors que suite à mon avis de juin 2015, le « screening » a été actualisé et intégré dans la modification ponctuelle. J'y reviendrai dans mes avis relatifs à ce dossier.
- Un nouveau classement prévu au lieu-dit « Fausermillen » n'a pas été évalué dans un « screening » malgré sa proximité directe avec une zone Natura 2000 et malgré le fait que le classement prévu permettra des modifications importantes à cet endroit sensible. Des incertitudes persistent donc concernant ce classement.
- La zone W3 n'a pas été traitée dans un « screening », malgré sa proximité directe avec une zone Natura 2000 le long de la Sûre. Des incertitudes persistent concernant ce classement et l'explication donnée dans le rapport environnemental (page 23) à ce sujet est peu convaincante (« Dies begründet sich....und vor allem, dass die Planfläche W-3 städtebaulich als Vorbehaltsfläche für einen potentiellen Brückenpfeilerstandort (« Moselaufstieg ») gesichert werden soll »).

En ce qui concerne le deuxième pilier des directives « Habitats » et « Oiseaux », à savoir la protection stricte de certaines espèces, les auteurs du rapport environnemental présentent dans le chapitre 6.2 de manière transparente une analyse des données existantes pour identifier les espèces protégées présentes sur le territoire et potentiellement pertinentes pour l'évaluation du PAG. Ceci est complété par une évaluation sommaire de Milvus et des études de terrain pour quatre zones, notamment les extensions M8b et M8c. Concernant la zone M1, une étude de terrain est également ajoutée au dossier de la modification ponctuelle. Il est apprécié que la commune ait procédé à des études de terrain, alors que seules de telles études permettent d'évaluer concrètement la situation. A l'exception de quelques zones spécifiques (voir ci-après), le PAG semble être relativement peu critique en ce qui concerne les espèces protégées, ce qui s'explique en partie par l'urbanisation intense dans le fond de vallée et les vignobles relativement peu structurés en pente. De ce fait, une attention particulière est à porter aux espaces verts restants pour assurer que le maillage écologique entre les espaces urbanisés et le paysage reste fonctionnel.

Les biotopes protégés qui tombent sous les dispositions de l'article 17 de la loi PN sont décrits dans le chapitre 6.2.4 du rapport environnemental. La description se base sur une cartographie de 2009 (Zilmpla), or la cartographie des biotopes présentée dans l'étude préparatoire date de 2012/2014. En outre, les auteurs du rapport environnemental ont recensé encore des biotopes supplémentaires. S'il est généralement apprécié que les biotopes protégés ont été identifiés à titre indicatif et non exhaustif dans la partie graphique du PAG, il est recommandé de vérifier que les différentes sources à disposition ont été considérées pour réaliser cet exercice. Les explications mises en évidence « en gras » à la page 169 du rapport environnemental sont soutenues.

En somme, la valeur écologique des biotopes à compenser s'élève à environ 725.398 éco-points sur base de la méthode appliquée dans le rapport environnemental (loi modifiée du 19 janvier 2004). Ce bilan ne comprend cependant les zones W1 et M1, en réalisation ou traitée dans le cadre d'une modification ponctuelle, de manière à ce que le bilan n'est pas complet à l'échelle du territoire communal. Afin de protéger davantage certains biotopes il aurait été indiqué de définir une servitude d'urbanisation spécifique. Au vu de ce qui est présenté dans le PAG, les biotopes identifiés sont voués à disparaître.

A noter qu'entretemps la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles est entrée en vigueur et que des modifications mineures seront apportées au système d'évaluation. Le cas échéant, le bilan écologique est à préciser au niveau des planifications subséquentes.

Consommation/Protection du sol

Le chapitre 9.3 du rapport environnemental traite le bilan sommaire de la consommation du sol. Les auteurs y intègrent à juste titre les zones W-1 et M-1. Sur cette base ils estiment que le projet de PAG respecte avec ca. 19,7 hectares le seuil d'orientation de 26,9 hectares. Si ce constat paraît juste à première vue, il importe de ne pas oublier qu'un certain nombre de surfaces n'a pas été considéré dans l'EES et donc aussi dans le présent bilan (p.ex. exemple les zones BEP, les zones REC, la zone JAR,...) qui constituent toutes des zones destinées à être urbanisées. Le bilan n'est donc pas complet à ce stade et il n'est pas clair si le seuil d'orientation peut être respecté si l'on prend en compte toutes les surfaces. En outre, il aurait été intéressant de mettre en évidence dans le bilan, même si elles ne sont pas à comptabiliser, les surfaces superposées par une ZAD, respectivement les lacunes dans le tissu non encore construites pour mettre en évidence l'ensemble du potentiel foncier du PAG.

Protection et gestion de l'eau

Eaux souterraines

Du point de vue de la protection des eaux souterraines, un avis favorable peut être émis, étant donné que le nouveau projet d'aménagement général de la commune de Mertert se trouve en dehors de zones de protection de captages utilisés pour l'alimentation en eau potable.

Eaux de surface

Concernant la zone « Am Lein » (M-1) à Mertert, le classement en zone de verdure du terrain bordant le cours d'eau « Syre » situé en zone inondable est favorable pour le développement du cours d'eau et de la végétation riveraine.

Concernant le cours d'eau au lieu-dit « Rauschelsgruet » à Mertert, la réduction du périmètre et le classement en zone de verdure du terrain bordant le cours d'eau est favorable pour le développement du cours d'eau et de la végétation riveraine.

Concernant les zones de sport et de loisirs le long des cours d'eau « Moselle » et « Sûre », ainsi que la zone spéciale à Fausermillen le long des cours d'eau « Syre » et « Schlammbaach », il est renvoyé au chapitre 3 du présent avis, alors que les classements projetés sont à voir d'un œil critique pour plusieurs raisons.

Concernant l'espace situé entre la « Syre » et la zone d'activités (Technofibres SA) à Mertert, une attention particulière est à porter au maintien de la végétation riveraine, ainsi que de la zone inondable au vu des dimensions importantes du bâtiment récemment y érigé. Le cas échéant, une servitude « urbanisation – cours d'eau » est à définir pour éviter des conflits à ce niveau.

D'une manière générale, l'instauration de zones de servitude « urbanisation - cours d'eau » [CE], ou toute autre zone de servitude ou zone destinée à rester libre, limitant l'influence urbaine, est indispensable pour contribuer à atteindre le bon état respectivement le bon potentiel écologique des cours d'eau en vertu de la directive cadre sur l'eau (2000/60/CE), conformément à l'article 5 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Concernant les zones inondables

Les zones inondables HQ 10, HQ 100 et HQ extrême, actuellement en vigueur selon le règlement grand-ducal du 5 février 2015 déclarant obligatoires les cartes des zones inondables et les cartes des risques d'inondation pour les cours d'eau de la Moselle et de la Syre, ainsi que pour les cours d'eau de la Sûre inférieure, de l'Ernz Blanche et de l'Ernz Noire, sont bien représentées dans la partie graphique du PAG.

Une partie de zones projetées dans le nouveau PAG, ainsi que de nombreux bâtiments et terrains existants, se trouvent en zone inondable. Il est important de souligner que toute nouvelle construction ou modification sur ces terrains doit satisfaire aux exigences de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Concernant la surface « W-3 » à Wasserbillig, une partie se situe dans la zone inondable HQ extrême, et devra être développée par un concept urbanistique qui tient compte des risques d'inondation. Voir également les remarques au chapitre 2.2 du présent avis.

A noter encore que toutes les zones se trouvant à proximité directe d'un cours d'eau peuvent être affectées par des inondations et/ou par la remontée de la nappe phréatique, même en absence de cartes de zones inondables et de cartes des risques d'inondation déclarées obligatoires par le règlement grand-ducal du 5 février 2015 y relatives.

Protection des paysages

Il est intéressant de lire à la page 25 du rapport environnemental que certaines situations dans le PAG en vigueur ont été jugées critiques par les auteurs de l'étude préparatoire. D'après l'analyse du projet de PAG, ces constats n'ont pourtant pas toujours été pris en compte si l'on regarde l'extension prévue au lieu-dit « Fausermillen »¹ ou bien l'extension M8 dans les vignobles². En outre, il aurait été intéressant de préciser sur cette base dans le rapport environnemental les endroits visés lorsqu'il est constaté que « In Mertert sind mehrere Bereiche mit Bedeutung für das Orts- und Landschaftsbild sowie ökologischen Funktionen in die « zones de faible densité » einbezogen ».

Généralement faut-il constater qu'aussi bien la description de la situation environnementale que l'évaluation des différentes zones restent à un niveau sommaire. Les photos présentées dans le chapitre dédié à l'évaluation des zones sont souvent peu pertinentes, alors qu'elles se limitent à la présentation de la surface sans documenter la visibilité des surfaces selon des axes visuels caractéristiques et significatifs.

Mesures de suivi

Le chapitre relatif au monitoring comprend trois tableaux, dont les deux premiers esquissent les thématiques générales à considérer et les troisième se prononce sur les différentes surfaces analysées. Ce dernier se limite uniquement aux mesures compensatoires et d'intégration paysagères et ignore, notamment pour la zone M-4, les volets « bruit » et « circulation de l'air ». D'une manière générale, il apparaît que la thématique « qualité de l'air » n'est pas mentionnée dans le tableau 1, alors que Mertert constitue d'après les données disponibles un des « hot spot » au Luxembourg en la matière et que des mesures s'imposent à ce sujet à tous les niveaux.

II.2 Remarques spécifiques concernant les différentes surfaces évaluées

- **Zones M-3, M-8b et M-8c :** La zone M-3 fait partie du PAG en vigueur (0,96 hectares), les zones M-8b (0,55 hectares) et c (2,54 hectares) constituent des extensions (total 4,05 hectares). Les trois zones forment un seul projet urbanistique (PAP NQ) à Mertert, en partie en pente, exposé à la vue et comprenant en partie des structures écologiques intéressantes.

L'impact paysager de ce développement urbanistique n'est pas mis en évidence de manière détaillée (p.ex. aucune prise de vue de l'extérieur sur le site,...), malgré les constats explicites du bureau d'études (p.ex. page 112 du rapport environnemental « Die jetzige Fortschreibung des PAG sieht allerdings mit den Prüfzonen M-8c und M-8b eine Ausweitung in diese, weit einsehbaren und hochgelegenen Hänge, inklusive der Weinberge »). A noter encore que dans l'UEP il avait écrit pour la zone M-8c (voir page 41)

¹ « Die Gewerbezone « Fausermillen » reicht mit ihrem Bauperimeter bis an die Syre bzw. den Mühlgraben und reicht damit in die Natura 2000 Habitatzone (LU0001021) hinein ».

² Im Bereich der rue de Mertert reicht der Bauperimeter in die Weinberge. Diese sind generell von hoher Bedeutung für das Landschaftsbild ».

« Insgesamt wirkt das Gebiet an dieser exponierten Stelle (vom Hangfuss bis zur Kuppenlage, einschliesslich randl. Teil der Weinberge) stark landschaftszersiedelnd und ist unter diesem Gesichtspunkt als ungeeignet anzusehen“.

Pourtant les principales mesures d'atténuation se limitent à une servitude d'urbanisation en bordure (sans obligation de plantation dans la partie écrite du PAG) et d'autres solutions pour optimiser le développement projeté, p.ex. une adaptation de la délimitation, tel que demandé dans mon premier avis, n'ont pas été pris en considération. L'explication donnée par le bureau d'études est peu convaincante lorsqu'il dit « Eine vom MDDI gewünschte Flächenreduktion, insbesondere in den Weinbergen entspricht nicht der Entwicklungsplanung der Gemeinde und wird daher nicht umgesetzt ».

En outre, il importe de constater que par rapport à la cartographie des biotopes, des biotopes supplémentaires ont été identifiés dans l'espace formé par les trois zones précitées et que les études de terrain ont démontré que les zones constituent un habitat d'espèce pour certaines espèces de chiroptères rendant nécessaire des mesures compensatoires.

En conclusion, l'extension projetée est à voir d'un œil critique pour plusieurs raisons et le lecteur du rapport environnemental reste un peu sur sa faim au vu de l'absence d'argumentations et de mesures circonstanciées adaptées aux enjeux :

- exposition paysagère
- topographie en partie en pente
- structures écologiques intéressantes (dont une grande partie risque de disparaître en l'absence de servitudes,...)
- très grande partie du terrain constitue un habitat d'espèce à compenser
- schéma directeur très approximatif et vague au niveau du concept paysager et des mesures environnementales
- transition incohérente avec les limites du PAG en vigueur (comment agencer le projet par rapport au PAP au lieu-dit « Aalmauer » ?)
- organisation des accès routiers à l'entrée de la localité

Sans vouloir m'opposer à terme contre un développement urbanistique à cet endroit, il est recommandé de renoncer – compte tenu de ce qui précède – à ce stade aux extensions, de vérifier la délimitation du projet sur base d'un projet urbanistique plus concret et cohérent, de préciser les mesures à mettre en œuvre et de préparer sur cette base une modification ponctuelle adaptée aux enjeux de la situation de terrain.

- **M-4 :** Sans constituer une extension, la zone de 4,89 hectares forme un potentiel foncier très important au vu de sa localisation propice dans le tissu urbain. Elle est délimitée au nord et sud par des axes de transport (N1 au nord, voie ferroviaire au sud) dont résultent des contraintes liées à l'exposition du bruit et la pollution de l'air qui demandent des mesures spécifiques.

Dans leur évaluation, les auteurs du rapport environnemental se basent sur un classement de la zone en zone Hab1/Hab2. Or, d'après la partie graphique du PAG la zone est entièrement désignée en tant que zone Hab2, cependant avec une densité de logement très faible de 16 unités (erreur matérielle ?), malgré le fait que la zone Ha2 est principalement destinée aux logements de type collectif. Il est nécessaire d'y rendre attentif alors que les auteurs du rapport environnemental proposent en relation avec le maintien

de corridors pour assurer le flux d'air frais que « Zur Minimierung des Effektes der potentiellen Schadstoffanreicherung im Zuge des Kaltluftstaus.....nicht durch querverlaufende Bebauungsreihen gänzlich zu blockieren. Hierzu wird im PAG die maximale Anzahl von Gebäude in einer Reihenhausbauung auf 4 begrenzt ». En outre, ils concluent que « Grünkorridente innerhalb der Fläche tragen zur Vernetzung bei ». Il n'est pas clair si cette mesure est en adéquation avec une zone Hab2, d'autant plus que les corridors à créer/maintenir ne sont pas réglementés ni dans le schéma directeur ni dans le PAG. Le seul corridor mis en évidence est localisé le long de la voie ferroviaire et non pas en direction des flux d'air frais.

Concernant le bruit, le rapport environnemental se limite à proposer quelques mesures générales pour renvoyer ensuite au niveau du PAP pour déterminer les mesures appropriées. Au vu de la problématique le long de la voie ferroviaire il aurait été indiqué d'approfondir ce sujet davantage, d'autant plus que le PAG ne semble pas tenir compte de la recommandation d'éviter la fonction « logement » à proximité directe de la voie ferroviaire. En outre, la réalisation éventuelle d'un mur anti-bruit risque de se heurter à la coulée verte précitée. En plus, il se peut que les mesures à prendre contre le bruit risquent de ne pas être en ligne avec le développement de corridors pour l'air frais. Dès lors, il aurait été intéressant de trouver plus d'informations sur d'éventuels conflits ou synergies en la matière et la manière dont il a été tenu compte dans le schéma directeur, étant donné l'importance de la surface pour le développement urbanistique de la commune.

- **M-6** : Sans commentaire particulier, sauf – à nouveau – l'importance de maintenir des corridors pour permettre la circulation d'air frais. Se pose cependant la question, non seulement pour la surface M-6, mais pour l'ensemble des surfaces le long de l'axe N1 que de tels corridors ne devraient pas être localisés uniquement sur des couloirs pour projets routiers, mais être davantage développés dans des espaces verts. Une vue d'ensemble des corridors d'air à préserver n'est pas disponible.
- **M-7** : Le développement urbanistique proposé, notamment la partie constituant une faible extension, n'est pas cohérent avec le développement urbanistique au sud de la rue de Mertert. Afin de ne pas amorcer un développement tentaculaire, il serait plus approprié d'arrêter le développement de la zone Hab1 à la hauteur de celle au sud de la rue de Mertert.
- **W-3** : L'évaluation de la zone est irritante alors que les auteurs du rapport environnemental ne considèrent pas le potentiel de développement y autorisable sur base d'un classement en zone BEP, mais limitent leur évaluation à la seule implantation d'un pilier pour un pont dit « Mosel –und Sauertalbrücke ». Sans vouloir commenter davantage l'idée d'un pont à cet endroit, le raisonnement à la base du PAG et du rapport environnemental est peu cohérent si l'on considère la sensibilité du site (paysage-entrée du village, proximité de la Sûre, proximité de Natura 2000, biotope, en partie en zone inondable,...). En outre, les auteurs concluent qu'il s'agit probablement d'un espace essentiel pour des chauves-souris de l'annexe II, ce qui rendrait nécessaire des mesures compensatoires anticipées (mesures CEF) qui ne sont pas développées dans le rapport environnemental. Contrairement à ce constat, les auteurs du rapport stipulent dans le chapitre 6.2.8 qu'aucune mesure CEF ne serait requise pour la mise en œuvre du PAG. Tout cela est peu cohérent, d'autant plus si l'on considère que le pilier d'un éventuel pont est autorisable en zone verte. Dès lors, il est recommandé de classer la zone en zone verte.

En somme, le rapport environnemental soumis pour avis a été élaboré avec un degré de détail relativement sommaire. Si certains problèmes environnementaux ont été identifiés à juste titre, le développement des mesures d'atténuation ou l'identification de solutions de substitution sont souvent peu précis. Certains changements d'affectation n'ont pas été considérés (notamment le classement des zones de verdure en zones BEP) dans le rapport environnemental. La stratégie environnementale à la base du projet de PAG n'est de ce fait pas clairement mise en évidence. D'un point de vue formel, les points définis par l'article 5 de la loi modifiée du 22 mai 2008 ont généralement été abordés.

III. Appréciation sur la prise en compte de l'environnement dans le cadre du projet d'aménagement général

L'analyse du projet de PAG permet de constater que l'autorité communale a tenu compte de certaines recommandations faites dans le rapport environnemental, respectivement a modifié la délimitation de la zone verte dans le respect d'autorisations existantes. Ainsi, au vu des études réalisées au niveau du PAP (entretemps approuvé et apparemment en exécution) au lieu-dit « Ellerberg », le PAG procède à une réduction de la surface constructible à cet endroit sensible ce qui est apprécié.

Cependant, afin d'améliorer davantage la qualité environnementale du projet de PAG, certains aspects mériteraient d'être reconsidérés, voire être redressés, lors de la finalisation du PAG :

- Comme déjà mentionné dans le présent avis, certaines modifications de la zone verte n'ont pas été traitées dans l'EES. Ainsi, l'approche adoptée par la commune dans le projet de PAG pour les terrains classés dans le PAG en vigueur en tant que zone de verdure pose problème.

La commune a généralement opté pour classer lesdits terrains en zone BEP, respectivement en zone REC ou zone JAR. Il s'agit de zones destinées à être urbanisées et les classements constituent donc des modifications de la zone verte tombant sous les dispositions de l'article 5 de la loi PN.

En outre, l'approche d'un classement en zone BEP ou zone REC n'est pas suffisamment différenciée en fonction de la qualité du lieu concerné, alors que les constructions autorisables dans les zones BEP ou REC peuvent avoir une envergure certaine (hall sportif, écoles, parkings, complexe hôtelier,...). Ainsi, par exemple, le parc à Mertert se voit transformé en zone BEP qui pourrait à long terme être entièrement urbanisée. Au vu de l'ancienneté du PAG en vigueur, une analyse exacte des situations concernées s'avère difficile, voici les plus pertinentes et les solutions que le Département de l'environnement pourrait accepter :

- Parc à Mertert : définir préférentiellement une zone PARC ou tout au plus une zone spécifique BEP_parc dans laquelle la partie écrite du PAG limite les constructions y autorisables au mobilier urbain, des chemins piétonniers ou des pistes cyclables, des aires de jeux ou tout autre aménagement léger ou équipement léger en relation avec la destination de la zone ainsi que des infrastructures techniques d'utilité publique ; toute construction étant à intégrer harmonieusement dans le patrimoine naturel existant

- Zone Jar à Mertert (rue du Port) : La logique du classement de cette zone de verdure en zone JAR pose question, alors que le terrain n'est actuellement pas utilisé comme jardin et que la zone JAR n'est en lien direct avec des habitations. La zone JAR devrait être intégrée dans la zone BEP_parc mentionnée ci-dessus. Ou bien est-ce que la commune y veut réaliser une cité jardinière ?
- Parc à Wasserbillig (au nord de la Mairie, entre la Grand-Rue et la rue Bocksberg) : voir ci-dessus le point « Parc à Mertert »
- Zone BEP le long de la route de Wasserbillig à Mertert (rue de Mompach, rue Jean-Pierre Beckius) : maintenir préférentiellement comme zone de verdure en zone verte, alors que les structures forment un écran vert structurant l'espace (effets bénéfiques pour les habitants et la faune) / alternativement définir une zone BEP spécifique du type BEP_ep (espaces verts publics), si la qualité des lieux le permet, y interdisant toute construction à l'exception du mobilier urbain, d'aménagement ou d'équipement léger en relation avec la destination de la zone ainsi que des infrastructures techniques d'utilité publique
- Zone BEP rue des Vignes/rue Bocksberg : voir ci-dessus
- Zone BEP rue de la 87 Division : voir ci-dessus
- Zone REC le long de la Moselle entre Mertert et Grevenmacher : maintenir ces espaces en tant que zone de verdure dans le PAG
- Zone REC le long de la Sûre (d'après le PAG en vigueur une zone d'intérêt paysager à l'extérieur du périmètre d'agglomération) : classer en zone de verdure ou zone de parc (ceci ne concerne évidemment pas la zone REC-c avec le camping existant)

Voir également mon avis émis en vertu de l'article 5 de la loi PN au sujet des modifications de la délimitation de la zone verte.

- Les extensions non analysées dans l'EES au lieu-dit « Fausermillen » (moulin, etc) en zone spéciale à proximité directe de la zone Natura 2000 ainsi que l'extension de la zone Eco-c1 à l'ouest de la Syre et au nord du port le long de la N1 sont critiques d'un point de vue environnemental et ne pourront être classées dans le projet de PAG.
- Le classement de l'ancienne zone de verdure en zone JAR entre le route d'Echternach et la Sûre peut être approuvé, sous condition que la bande verte le long de la Sûre est classée zone de verdure / zone de parc (voir ci-dessus). En outre, la délimitation de la zone verte devra être revue à la hauteur du terrain de foot, de manière à intégrer le chemin et les structures vertes y formant un écran dans cette bande en zone verte. Il est peu logique d'élargir la zone BEP à cet endroit vers la Sûre.
- La végétation existante le long de la Syre au sud de la N1 à Mertert sur une bande variant entre 25-40 mètres (le long du Camping, etc.) est avantageusement à classer en zone de verdure ou à protéger par une servitude du type « coulée verte ». En outre, il semble qu'aucune zone de base n'y est définie sur la partie graphique du PAG.
- Concernant les zones W3 et M3/8b-8c voir chapitre 2 du présent avis.

- La partie graphique reprend les zones en exécution d'autres dispositions légales sans en différencier le contenu. Ainsi, une zone Natura 2000 est représentée de la même manière sur le PAG qu'une réserve naturelle, alors que les conséquences d'un tel classement diffèrent largement. Il est recommandé de mieux distinguer les différents types de zones.
- Il est salué que les auteurs du projet de PAG mentionnent à titre indicatif les biotopes sur la partie graphique. Or, la cartographie des biotopes à la base du PAG date de 2009 (respectivement 2012 – informations divergentes dans les documents) et l'auteur du rapport environnemental a identifié des biotopes supplémentaires. Il est recommandé de vérifier le PAG à ce niveau afin d'intégrer l'ensemble des informations disponibles.
- Les auteurs du projet de PAG ont opté pour mentionner à titre indicatif certaines zones qualifiées d'habitats d'espèces. L'approche choisie est irritante en ce sens qu'elle confond les habitats d'espèces (article 17 de la loi PN) avec les habitats dont la destruction requiert des mesures CEF pour éviter une infraction avec l'article 20 de la même loi. Il est vivement recommandé de séparer dans la mesure du possible les biotopes / habitats d'espèces à compenser selon l'article 17, et les habitats soumis à des mesures CEF. En outre, il est indiqué de fournir dans la partie écrite une explication sur les informations complémentaires « à titre indicatif et non exhaustif » décrites sur la partie graphique.
- Le projet de PAG comprend un certain nombre de servitudes, ce qui est généralement apprécié. Néanmoins, il faut constater que pour certaines servitudes, les auteurs se limitent avant tout à définir des interdictions sans préciser des servitudes « faciendo » (p.ex. obligation de plantation) qui, d'après l'arrêt de la Cour administrative 38895C du 13 juillet 2017, peuvent légalement être exigées par une servitude d'urbanisation si l'intérêt général l'exige. Dans la version actuelle des servitudes, il n'est pas suffisamment garanti que les effets escomptés seront réalisés. En outre, je dois insister sur la nécessité d'adapter la servitude urbanisation « recul réseau Natura 2000 » afin qu'elle soit conforme avec celle qui est encore à modifier dans le cadre de la modification ponctuelle « In Lein » (voir mon avis y relatif).

N'hésitez pas à contacter mes services s'il vous faut de plus amples renseignements sur le présent avis.

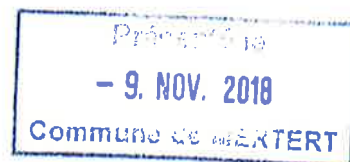
La Ministre de l'Environnement


Carole Dieschbourg

Copies pour information : Ministère de l'Intérieur
Administration de la nature et des forêts
Administration de l'environnement
Administration de la gestion de l'eau



Luxembourg, le 05 NOV. 2018



**Loi du 18 juillet 2018 concernant
la protection de la nature et des ressources naturelles**

**Avis ministériel concernant le projet d'aménagement général
de la commune de Mertert**

N/Réf : 80368
Dossier suivi par : Philippe Peters
Tél. : 247 86827
E-mail : philippe.peters@mev.etat.lu

Contexte légal

Vu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (ci-après loi PN);

Vu plus particulièrement son article 5 en vertu duquel tout projet de modification de la délimitation de la zone verte découlant du vote du conseil communal conformément à l'article 10 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain est soumis à l'avis du Ministre ayant l'environnement dans ses attributions;

S'agissant en l'espèce d'un avis relevant de la procédure d'approbation du plan d'aménagement général et revêtant de ce fait un caractère réglementaire, les critères d'appréciation en la matière sont circonscrits par les objectifs de ladite loi tels que déterminés dans son article 1^{er}, libellé à savoir :

- la sauvegarde du caractère, de la diversité et de l'intégrité de l'environnement naturel;
- la protection et la restauration des paysages et des espaces naturels ;
- la protection et la restauration des biotopes, des espèces et de leurs habitats, ainsi que des écosystèmes ;
- le maintien et l'amélioration des équilibres et de la diversité biologiques;
- la protection des ressources naturelles contre toutes les dégradations ;
- le maintien et la restauration des systèmes écosystémiques ; et
- l'amélioration des structures de l'environnement naturel.

Considérant qu'il s'ensuit que le choix des surfaces destinées à être urbanisées devrait se porter prioritairement sur des terrains ne représentant pas ou peu de sensibilités environnementales;

Vu son article 32 aux termes duquel tout projet ou plan non directement lié ou nécessaire à la gestion d'une zone Natura 2000 mais susceptible d'affecter cette zone de manière significative, individuellement ou en conjugaison avec d'autres plans et projets, fait l'objet d'une évaluation de ses incidences sur l'environnement, ceci indépendamment du statut des fonds auxquels il se rapporte ;

Vu son article 33 aux termes duquel le Ministre ne marque son accord sur le plan ou le projet que si celui-ci ne porte pas atteinte à l'intégrité de la zone Natura 2000 concernée ;

Vu son article 17 relatif à la protection des biotopes, des habitats d'intérêt communautaire et des habitats d'espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation est évalué non favorable et l'obligation de soumettre toute réduction, destruction ou changement des milieux naturels précités à l'autorisation du Ministre;

Vu son article 21 en vertu duquel la destruction des sites de reproduction et des aires de repos et d'hibernation des espèces intégralement protégées est interdite et considérant que tout corridor majeur de déplacement et toute aire de chasse essentielle y fonctionnellement liés font partie des sites et aires protégés mentionnés par l'article 21;

Que par ailleurs, il convient de rappeler qu'à travers la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes, le législateur a instauré un système d'évaluation préalable au niveau de la planification des plans et programmes. La plus-value de la prédite loi réside donc dans le fait que sa juste application devrait permettre d'aboutir à une sécurité juridique à un niveau de planification suffisamment précoce et d'éviter le scénario que les études d'impact requises à des stades ultérieurs de la procédure concluent à la non-faisabilité du projet;

Avis

Vu le projet d'aménagement général tel que soumis au conseil communal de Merttert dans sa séance du 14 juin 2018;

En ce qui concerne les modifications de la délimitation de la zone verte,

1. toutes les modifications rendant à la zone verte des portions de terrain par un redressement de la délimitation de certaines zones urbanisées ou destinées à être urbanisées respectivement le reclassement en zone verte **peuvent être approuvées**, notamment
 - le classement des structures écologiques de qualité au lieu-dit « Almauer » en zone de verdure alors qu'elles font partie intégrante du maillage écologique avec le paysage environnant. A noter que cette bande est classée dans le PAG en vigueur comme zone de verdure intégrée dans une surface soumise à un PAP qui est entretemps réalisé ;
 - le classement d'une bande le long de la Syre au lieu-dit « Léin » en zone de verdure est approuvé (voir également remarques relatives à la modification ponctuelle « Léin »). A noter que le Ministre de l'Environnement avait déjà en date du 28 juin 1993 écrit dans son courrier à la commune dans le cadre du plan d'aménagement général modifié « ... de prévoir le long de la Syre une zone de protection afin que toute construction y soit évitée et en vue de permettre ultérieurement un aménagement écologique du ruisseau » ;

- la réduction de la surface constructible au lieu-dit « Ellerberg » à Wasserbillig en raison de la sensibilité écologique du site et de la situation paysagère exposée. A noter que le PAP est en cours de réalisation ;
2. les modifications de la zone verte mentionnées ci-dessous constituent des extensions des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées qui **peuvent être approuvées à condition que**
- les parties du Parc à Merttert classées dans le PAG en vigueur en tant que zone de verdure soit classées en zone PARC ou, le cas échéant, en une zone BEP spécifique BEP_parc dans laquelle la partie écrite du PAG limite les constructions y autorisables au mobilier urbain, aux chemins piétonniers ou pistes cyclables, aux aires de jeux ou tout autre aménagement léger ou équipement léger en relation avec la destination de la zone ainsi que des infrastructures techniques d'utilité publique. Toute construction est à intégrer harmonieusement dans le patrimoine naturel existant. Il est recommandé d'y intégrer également le terrain classé en « zone de camping » dans le PAG en vigueur (parcelle 1246/7807), étant donné que le terrain ne semble plus être utilisé comme tel d'après les photos aériennes et au vu de la qualité et la cohérence du site ;
 - la zone Jar à Merttert (rue du Port), adjacente au parc, classée dans le PAG en vigueur en tant que zone de verdure, soit classée en zone PARC, ou le cas échéant, en une zone BEP-parc spécifique (voir ci-dessus), au vu de la sensibilité et cohérence du site ;
 - le Parc à Wasserbillig (au nord de la Mairie, entre la Grand-Rue et la rue Bocksberg) classé dans le PAG en vigueur en tant que zone de verdure soit classé en une zone BEP spécifique BEP_parc (voir ci-dessus le point « Parc à Merttert ») ;
 - la zone BEP le long de la route de Wasserbillig à Merttert (rue de Mompach, rue Jean-Pierre Beckius), classée dans le PAG en vigueur en tant que zone de verdure, soit maintenue comme zone de verdure, alors que les structures écologiques forment un écran vert structurant l'espace (effets bénéfiques pour les habitants et la faune). Alternativement une zone BEP spécifique du type BEP_ep (espaces verts publics) y interdisant toute construction à l'exception du mobilier urbain, d'aménagement ou d'équipement léger en relation avec la destination de la zone ainsi que des infrastructures techniques d'utilité publique pourrait être approuvée ;
 - la zone BEP rue des Vignes/rue Bocksbiere, classée dans le PAG en vigueur en tant que zone de verdure, soit maintenue comme zone de verdure, alors que les structures forment un écran vert structurant l'espace (effets bénéfiques pour les habitants et la faune) et font partie du maillage écologique avec le paysage ouvert. Alternativement une zone BEP spécifique du type BEP_ep (espaces verts publics) y interdisant toute construction à l'exception du mobilier urbain, d'aménagement ou d'équipement léger en relation avec la destination de la zone ainsi que des infrastructures techniques d'utilité publique pourrait être approuvée, à l'exception de la parcelle 735/3945 ;

- la zone BEP rue de la 87 Division, classée dans le PAG en vigueur en tant que zone de verdure, soit maintenue comme zone de verdure, alors que les structures écologiques y existantes constituent un îlot vert à l'intérieur d'un espace fortement urbanisé. Alternativement une zone BEP spécifique du type BEP_ep (espaces verts publics) y interdisant toute construction à l'exception du mobilier urbain, d'aménagement ou d'équipement léger en relation avec la destination de la zone ainsi que des infrastructures techniques d'utilité publique pourrait être approuvée ;

Remarque : En ce que les zones mentionnées ci-dessus sous le point 2 il est également renvoyé à l'avis émis en vertu de l'article 7.2 de la loi modifiée du 22 mai 2008 pour recevoir plus d'explications.

- le classement de l'ancienne zone de verdure en zone JAR du terrain situé entre la route d'Echternach et la Sûre peut être approuvé si elle est accompagnée par un maintien de la bande verte le long de la Sûre en zone de verdure ou zone de parc (voir ci-dessous) ;
3. les modifications de la zone verte mentionnées ci-dessous constituent des extensions des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées qui **ne peuvent pas être approuvées**, à savoir
- l'extension au lieu-dit « Fausermillen » (moulin, etc) en zone spéciale à proximité directe d'une zone protégée d'intérêt communautaire Natura 2000, de la Syre et de structures vertes formant un maillage écologique de qualité. A noter que le dossier ne comprend aucun « screening » conformément à l'article 32 de la loi PN ;
 - l'extension de la zone Eco-c1 à l'ouest de la Syre et au nord du port le long de la N1 ne peut être approuvée en raison des structures écologiques y existantes faisant partie du maillage écologique avec le paysage ouvert ;
 - l'extension dans la rue de Mertert (zone M7) est préférentiellement à maintenir en zone verte au vu de son caractère tentaculaire ;
 - la zone REC le long de la Moselle entre Mertert et Grevenmacher afin de garantir l'intégrité paysagère des berges de la Moselle. Il est recommandé de classer les terrains en zone de verdure ;
 - la zone REC le long de la Sûre, classées d'après le PAG en vigueur en zone d'intérêt paysager à l'extérieur du périmètre d'agglomération, est à classer en zone de verdure ou zone de parc (à l'exception de la zone REC-c comprenant le camping existant) en raison de la sensibilité écologique et de l'intégrité paysagère des terrains bordant la Sûre. En outre, la délimitation de la zone verte est à revoir à la hauteur du terrain de foot, de manière à intégrer le chemin et les structures vertes y formant un écran vert dans cette bande en zone verte ;
 - la zone BEP (597/7089) au lieu-dit Wangertsbieg alors qu'elle est déconnectée du tissu bâti et exposée dans le paysage et que les infrastructures d'utilité publique sont autorisables en zone verte (voir e.a. arrêt 38895C) ;

cas particulier :

- zones M8b/M8c¹ à Mertert - L'extension projetée est vue d'un œil critique pour plusieurs raisons :
 - exposition paysagère,
 - topographie en partie en pente,
 - structures écologiques intéressantes (dont une grande partie risque de disparaître en l'absence de servitudes,...),
 - très grande partie du terrain constitue un habitat d'espèce à compenser,
 - concept paysager peu précis.

Sans vouloir m'opposer à terme contre un développement urbanistique à cet endroit, il est à ce stade vivement recommandé de renoncer aux extensions et de vérifier la délimitation du projet sur base d'un projet urbanistique plus concret, de préciser les mesures à mettre en œuvre et de préparer sur cette base, le moment venu, une modification ponctuelle adaptée aux enjeux de la situation de terrain.

4. toute autre modification de la délimitation de la zone verte qui constitue une extension des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées **peut être approuvée.**

Divers

- La végétation existante le long de la Syre au sud de la N1 à Mertert sur une bande variant entre 25-40 mètres (le long du Camping, etc.) est à classer en zone de verdure ou à protéger par une servitude du type « coulée verte », e.a., pour assurer la cohérence du maillage avec la bande de verdure désignée au nord de la N1.
- La zone BEP à l'entrée nord de la localité de Wasserbillig, longeant la Sûre ne constitue pas une extension. Toutefois elle est critique au vu de la proximité de la Sûre, son caractère tentaculaire et sa localisation à l'entrée du village. Un reclassement en zone de verdure serait plus appropriée.

¹ Dénomination selon le rapport environnemental

Remarque finale

- En ce qui concerne les modifications du PAG au lieu-dit « Léin » il est renvoyé à mon avis établi dans le cadre de la modification ponctuelle lancée parallèlement à la refonte du PAG. L'autorité communale devra veiller à intégrer les remarques y relatives dans le PAG afin d'assurer la cohérence entre les deux procédures. Ceci concerne notamment la formulation de la servitude d'urbanisation « recul – Natura 2000 ».

La Ministre de l'Environnement



Carole Dieschbourg

Copies pour information : Ministère de l'Intérieur,
Administration de la nature et des forêts